

# Contre les algues vertes et « la politique de l'autruche »

À l'appel d'Eau et Rivières de Bretagne, hier matin à Lorient (Morbihan), quelque 400 personnes ont dénoncé la prolifération des algues vertes. Et appelé de nouveau à un changement de modèle agricole.

## Reportage

« Ça ne sent pas mais qu'est-ce que c'est moche », lance ce riverain de l'anse vaseuse de Kermelo, à Lorient (Morbihan), recouverte en permanence d'algues vertes. « L'odeur ? Ça dépend des années », nuance un voisin qui a, lui aussi, vue directe sur ce qui « ressemble plus à une prairie qu'à un plan d'eau ».

À l'appel d'Eau et Rivières de Bretagne, à peine 400 manifestants en ont fait le tour, hier matin. Une association auréolée de la décision du tribunal administratif de Rennes qui donne quatre mois au préfet de la Région pour revoir son plan de lutte contre les nitrates d'origine agricole (*Ouest-France* d'hier), alors que « depuis 2015, la courbe de nitrates ne baisse plus, elle stagne ».

« Pas beaucoup d'amis parmi les éleveurs »

Cofondateur de l'association, « Jean-Claude Pierre déclarait, voici 41 ans à *Ouest-France*, qu'il fallait combattre les causes avant les effets, mettre l'argent public dans le préventif et non le curatif ». Il est donc temps, martèle Alain Bonnac, président d'Eau et Rivières de Bretagne, « de produire moins et mieux. Les cheptels ne doivent plus être concentrés en Bretagne mais répartis sur tout le territoire national ».

Du fait de ces prises de position tranchées, reconnaît-il, « nous n'avons pas beaucoup d'amis parmi



En fin de manifestation, cet hommage à Chantal Jouanno, ancienne secrétaire d'État à l'Écologie qui promettait en 2009 : « Sur les algues vertes, la politique de l'autruche, c'est fini... »

PHOTO : OUEST-FRANCE

les éleveurs. Or, nous voulons les aider à sortir de ce modèle agricole majoritaire, à gagner une qualité de vie que n'ont pas aujourd'hui les volaillers et les porchers ». Malgré les démarches entreprises et les résultats probants obtenus, notamment devant la Cour des comptes, il reste le plus difficile : obtenir de l'État

qu'il actionne, cette fois, « un levier réglementaire. Sinon, c'est la loi de la jungle, la loi du plus fort, et cela conduit à la disparition de la paysannerie », analyse Arnaud Clugery, directeur de l'association.

En attendant, elle appelle les candidats aux élections régionales à se positionner sur cette question, à la

soutenir pour mettre fin à « la politique de l'autruche » que dénonçait, dès 2009, Chantal Jouanno, alors secrétaire d'État à l'Écologie. Et samedi midi, sous le sable de la plage Kernevel, de joindre, pendant deux minutes, le geste à la parole...

Yvan DUVIVIER.